

# Le Monde

DEB

## L'économie sociale de marché, un enjeu d'une rive à l'autre du Rhin

963 words

17 October 2008

Le Monde

LEMOND

19

French

© Le Monde, 2008. Tous droits réservés.

Quand le krach financier met à bas le modèle économique anglo-saxon, Paris et Berlin doivent proposer ensemble une alternative

L'union fait la force. L'union fait la confiance. Voilà ce que la plupart des commentateurs retiennent de la riposte conjointe des Européens à la crise financière. Compte tenu des réticences initiales, la performance de la présidence française de l'Union européenne mérite d'être saluée. La réunion sans précédent des responsables politiques de la zone euro et des Britanniques marque une étape importante, et c'est heureux. Mais, pour que l'Union européenne se consolide durablement, un effort majeur est nécessaire, notamment de la part des Français et des Allemands.

Certains Français redoutaient, ces dernières années, une Allemagne trop forte. Ils feraient bien de craindre une Allemagne trop faible. Depuis l'hyperinflation des années 1920, terreau propice à l'éclosion du nazisme, les Allemands ont la hantise de toute forme d'instabilité. Les Français devraient aider l'Allemagne à surmonter ce traumatisme historique. Le moment est propice : la performance exceptionnelle de la Banque centrale européenne (BCE) discrédite les critiques déplacées à son encontre ; la crise actuelle montre la valeur des principes de discipline monétaire et budgétaire en vertu desquels les Allemands ont renoncé au mark. Une France plus fiable serait pour l'Allemagne un partenaire plus sûr.

L'Allemagne doit cependant admettre qu'elle s'est enfermée dans deux impasses. La manière dont quelques barons locaux, drapés dans la " subsidiarité ", ont réussi à faire passer la défense de leur pré carré avant l'intérêt général européen, est nocive. Comme première nation exportatrice du monde, l'Allemagne a tout à gagner d'une Europe forte, apte à jouer un jeu global. De même, l'Allemagne serait plus avisée de défendre le marché unique européen, dont ses entrepreneurs et ses salariés tirent un bénéfice considérable, que de céder aux pressions poujadistes de ses " contribuables ". Encore faudrait-il que ces derniers sachent que les Français ou les Italiens ont pris une part plus lourde du fardeau budgétaire européen ces dernières années.

Lorsqu'ils se sont d'abord opposés à une solution européenne pour sauver les banques, Mme Merkel et M. Steinbrück ont commis une erreur d'appréciation. C'est d'autant plus surprenant qu'en décembre 2005, peu après son arrivée au pouvoir, la chancelière avait montré une grande hauteur de vue dans les négociations budgétaires européennes.

A Colombey, la messe franco-allemande continue d'être dite. Mais les deux gouvernements pratiquent le rite ancien, dos à la société. La décrue de l'apprentissage de la langue de l'autre, si grave pour l'avenir de l'Europe, ne trouble plus personne. Des deux côtés du Rhin, à l'exception d'initiatives ponctuelles, comme l'Année de la France en Rhénanie du Nord-Westphalie, c'est " English über alles ".

### SURSAUT INTELLECTUEL

Tout en défendant théoriquement une Europe diverse, Français et Allemands se sont résignés à l'uniformité. La déroute des conceptions dites " anglo-saxonnes " devrait appeler un sursaut intellectuel continental. L'enjeu de demain, c'est la reconstruction du concept d'économie sociale de marché. Même Gordon Brown semble plus intéressé par des approches européennes. Des avancées conceptuelles inimaginables il y a quelques mois encore sont peut-être à portée de main.

C'est pourquoi la France et l'Allemagne doivent, avec d'autres partenaires de bonne volonté, reprendre l'initiative. La relance de 2007 n'a été qu'un trompe-l'oeil. Les discussions sur le traité de Lisbonne ont eu lieu, sous présidence allemande, à huis clos. Et les marchandages chers aux délégations diplomatiques ont

produit leurs habituels effets : un texte qui n'avait de simplifié que le nom a été soumis à ratification sans qu'aucune leçon ne soit tirée des deux référendums français et néerlandais de 2005. Le traité de Lisbonne n'est en effet assorti d'aucune clause prévoyant qu'un pays votant non assume les conséquences de ce refus au lieu de le faire subir à tous les autres.

Sous la présidence française, le Conseil européen renvoie aux Irlandais le soin de trouver une solution au blocage institutionnel qu'ils ont créé. C'est hasardeux. Pendant la campagne référendaire dans son pays, le commissaire européen M. McCreevy a reconnu ne pas avoir lu le traité. Il n'a pas non plus anticipé les conséquences, en Europe, de la crise des prêts hypothécaires, qui a pourtant commencé aux Etats-Unis en août 2007. La réaction unilatérale du gouvernement irlandais accordant une garantie à ses seules banques nationales doit conduire à placer ce pays devant ses responsabilités. Aussi, la sortie de crise incombe finalement moins au pays défaillant qu'à ceux qui se sont longtemps dits le moteur de l'Europe ; elle suppose aussi de restaurer l'autorité de la Commission, bien mise à mal en ce moment, et dont nous avons pourtant tous besoin.

Pendant que le monde change à vive allure, nous n'avons pas le droit de poursuivre nos petites querelles, de faire encore l'Europe au ralenti. La compétition mondiale est rude. Quand la crise sera achevée, les pays qui auront accompli les réformes structurelles et préservé leur ouverture, ceux-là jouiront d'une position plus avantageuse. Plus que l'Allemagne, la France a du souci à se faire, mais même l'Allemagne n'y parviendra pas seule.

Parce qu'elle possède une taille mondiale, parce qu'elle combine liberté d'entreprendre et régulation, concurrence et solidarité, l'Union européenne est notre avenir. Son succès suppose d'approfondir nos coopérations, notre connaissance mutuelle. C'est la confiance qui fait l'union.

**Sylvie Goulard** Karl Lamers

Présidente du Mouvement européen- France

Ancien porte-parole du groupe CDU-CSU au Bundestag

579677

Document LEMOND0020081016e4ah00027

#### Search Summary

|               |                          |
|---------------|--------------------------|
| Text          | Sylvie Goulard           |
| Date          | 16/10/2008 to 18/10/2008 |
| Source        | Le Monde - All sources   |
| Author        | All Authors              |
| Company       | All Companies            |
| Subject       | All Subjects             |
| Industry      | All Industries           |
| Region        | All Regions              |
| Language      | French                   |
| Results Found | 1                        |
| Timestamp     | 9 June 2016 18:02        |